

bien des points de vue, il était très politique et même plus normal de s'intéresser davantage à des projets plus impressionnants dans le secteur industriel.

En fait, non seulement dans les Maritimes, mais dans bien d'autres régions du Canada, on n'a pas su mettre en place une partie de l'infrastructure relative à l'énergie. Et nous le payons très cher maintenant.

Les orateurs précédents ont bien fait remarquer que les Maritimes n'étaient pas la seule région où le coût de l'énergie, et surtout de l'énergie électrique, augmentait rapidement. Cela reflète un certain nombre de choses. D'abord, on n'a pas su investir dans des projets d'immobilisation quand il aurait fallu le faire.

Au début, quand le prix de l'énergie a commencé à augmenter, les gens se sont beaucoup inquiétés des conséquences pour les consommateurs. Ils ont laissé tomber les projets d'investissements et les dépenses d'établissement dans le domaine de l'énergie en pensant que la situation allait se stabiliser et qu'il serait préférable de remettre cela à plus tard. Le problème, c'est que la situation a empiré en ce qui concerne les prix. Le programme de construction des nouvelles installations électriques du Canada coûtent beaucoup d'argent. Les taux d'intérêt sont élevés. Cela pose un problème. Mis ensemble, tout cela représente de grosses augmentations du coût de l'énergie.

Cela pourrait être une bonne leçon pour l'avenir. Quand les coûts augmentent ainsi, il faut agir quand il en est encore temps. Nous devrions avoir le courage et la volonté de le faire, car tout délai ne fait qu'empirer sensiblement la situation.

Une autre erreur consiste à contourner le problème fondamental, alors qu'il faudrait s'y attaquer directement. Il n'y a pas que les Maritimes qui en souffrent maintenant. Je veux parler de l'utilisation d'une énergie de rendement relativement élevé, c'est-à-dire du pétrole et du gaz naturel, pour la production de l'électricité, application qu'on aurait dû réserver en grande partie au charbon. C'était très compréhensible à l'époque. On en voit les conséquences un peu partout aux États-Unis, et spécialement sur la côte est où les centrales ont abandonné le charbon pour passer au gaz naturel et au mazout, moins polluants et peut-être moins chers en certains cas.

Si l'on pouvait revenir en arrière, il serait beaucoup plus logique de s'attaquer franchement au problème de la pollution, de consentir un gros effort sur la technologie, de payer les frais de la lutte contre la pollution tout en continuant d'utiliser le charbon comme combustible. Pour toutes sortes de raisons, il est mauvais à notre époque d'utiliser le gaz naturel ou le mazout pour produire l'électricité. Nous en avons besoin en d'autres domaines, souvent pour des techniques plus évoluées qui procurent beaucoup d'emplois.

Il y a un sujet sur lequel nous ne pouvons tomber d'accord avec l'auteur de cette motion. Il me cause beaucoup d'ennuis depuis que je siège à la Chambre. Je veux parler des débats, en comité et à la Chambre, où l'opposition attaque toute intervention de l'État dans le domaine énergétique.

La loi sur l'administration du pétrole et sur la création de Pétro-Canada ont suscité un débat acerbe et prolongé. Mais quand un problème surgit, tout de suite une motion reproche au gouvernement son inaction. Il va falloir que l'opposition se décide une fois pour toutes en matière d'énergie. Que désire-t-elle voir confier au secteur privé et au secteur public?

Si Pétro-Canada n'existait pas, les Maritimes seraient aux prises avec un problème beaucoup plus grave. Comme

Énergie

l'a fait voir le secrétaire parlementaire, Pétro-Canada a lancé de nombreux travaux de prospection, et d'autres encore sont prévus pour plus tard. Si je ne m'abuse, 20 à 25 p. 100 de son budget total sont consacrés à l'exploration en mer. On voit donc que le gouvernement cherche à rendre la région moins dépendante des importations énergétiques.

Ce genre d'approche semble être la solution à bien des problèmes courants, surtout dans la région atlantique, mais elle ne semble pas être celle des députés d'en face qui s'étaient opposés longuement il y a un certain temps à la création de Pétro-Canada. Les journaux rapportent qu'au dire du chef de l'opposition (M. Clark), si son parti est porté au pouvoir, il liquidera Pétro-Canada. Je note aussi que, selon les journaux, depuis son élection, il a visité les Maritimes une fois. Lors de son prochain voyage, il pourrait vouloir étudier la situation énergétique d'un peu plus près. Peut-être comprendra-t-il que Pétro-Canada est un élément clef de la solution aux problèmes de l'énergie dans les Maritimes.

Il y a l'autre question de politique, et j'aimerais seulement en parler parce que des questions difficiles surgissent des deux côtés. C'est peut-être ce que l'opposition a essayé d'être. Je veux parler de l'adoption de la loi sur l'administration du pétrole. Cette loi autorise la négociation d'un seul prix pour l'ensemble du Canada. Je ne connais aucune région du Canada qui en ait plus profité que les Maritimes.

Ce sont là des initiatives de politique que le gouvernement a prises depuis un an et demi, surtout la création de Pétro-Canada et l'adoption de la loi sur l'administration du pétrole, dont les députés d'en face, surtout ceux des Maritimes, devraient se féliciter.

Il y a un problème tant à court terme qu'à long terme à régler. A long terme, l'objectif doit être, certes, de rendre le Canada, surtout la région des Maritimes qui dépend du pétrole importé, aussi autosuffisant que possible dans ce domaine. Le député de Wellington (M. Maine) appuiera probablement ce point de vue quand il prendra la parole dans quelques minutes et reconnaîtra que certaines des idées avancées aujourd'hui au sujet de l'énergie éolienne, solaire et marémotrice, si bonnes qu'elles puissent être, ne sont pas des solutions à court terme. La seule solution à court terme sur le plan national, et je suppose dans les Maritimes, est un engagement fondamental d'adhésion à un programme d'économie efficace.

● (1750)

Nous devrions, a-t-on dit, utiliser davantage les énergies solaire, éolienne et marémotrice, mais je ne crois pas que ce soit là une bonne solution à court terme. D'une part, les frais d'investissement que nécessite leur utilisation sont considérables et là encore, la technologie en ces domaines est loin d'être au point. Je crois que si nous devons compter à brève échéance sur ces ressources pour nous approvisionner en énergie, nous serions déçus.

J'ai une certaine expérience des problèmes de chauffage dans les secteurs résidentiels. Je sais que lorsqu'on a introduit le chauffage électrique, on a insisté beaucoup pour établir des normes; la plupart des services intéressés ont dépensé des sommes énormes et consacré beaucoup d'efforts à s'assurer que ces normes étaient respectées. Le problème s'explique peut-être en partie du fait qu'on a laissé à l'industrie elle-même le soin de se charger de l'inspection et en conséquence un certain nombre de maisons ont été mal isolées. Je n'ai pas l'intention de rejeter le blâme sur les constructeurs et les électriciens, mais il faut toujours s'assurer que l'isolation thermique d'une maison est bien faite lorsqu'on utilise cette forme de chauffage.